



HAL
open science

Les pays d'Europe du Centre-Est face à la crise ukrainienne

Jacques Rupnik

► **To cite this version:**

Jacques Rupnik. Les pays d'Europe du Centre-Est face à la crise ukrainienne. Les Études du CERI, 2014, 209, pp.12 - 14. hal-03460171v2

HAL Id: hal-03460171

<https://sciencespo.hal.science/hal-03460171v2>

Submitted on 11 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les pays d'Europe du Centre-Est face à la crise ukrainienne

par Jacques Rupnik

La crise ukrainienne, déclenchée par le refus du président Ianoukovitch de signer, le 21 novembre 2013, l'Accord d'association proposé par l'Union européenne au sommet de Vilnius, a surpris la Commission de Bruxelles (la DG élargissement/voisinage était pourtant dirigée par un Tchèque, Stefan Fülle). Elle représente aussi un échec relatif pour la contribution majeure des pays d'Europe centrale et orientale à un pan de la politique de voisinage de l'UE : le Partenariat oriental.

Les PECO avaient d'emblée perçu le Partenariat oriental, initié par la Pologne en juin 2008 et inauguré sous la présidence tchèque au printemps 2009, comme un enjeu géopolitique. L'intérêt qu'il présentait en matière de sécurité était manifeste : il stabilisait leur périphérie orientale tout en refoulant l'influence russe. De surcroît, il contribuait à façonner la Politique européenne de voisinage (PEV) à l'Est, tout en renforçant leur propre rôle au sein de l'Union ainsi que vis-à-vis des Etats-Unis. Ces derniers comptaient en effet sur eux depuis la révolution orange de 2004 pour aider à « promouvoir la démocratie » plus à l'est¹. Les Etats d'Europe centrale bénéficiaient d'atouts importants pour jouer ce rôle : la proximité et la connaissance de la région, l'implication d'acteurs de leurs sociétés civiles dans celles du voisinage, enfin une légitimité en termes de « transfert d'expériences », issue de leur propre transition démocratique et du développement de l'économie de marché sur leur territoire après 1989.

Le rôle central au sein du Partenariat oriental revenait à la Pologne pour des raisons historiques, puisqu'elle en avait été le premier artisan, et géographiques, du fait de ses liens privilégiés avec l'Ukraine et le Bélarus. Au fil des années, le groupe de Visegrád (ou V4²) et les pays baltes en sont devenus les principaux promoteurs au sein de l'Union européenne, et les sommets de Prague (2009) sous la présidence tchèque de l'UE, celui de Budapest (2011) sous la présidence hongroise et finalement celui de Vilnius (2013) sous la présidence lituanienne ont conforté cet engagement, conforme à la volonté de certains pays d'Europe centrale d'impliquer davantage l'Union dans l'espace du Partenariat oriental.

Or dix ans après leur adhésion à l'Union européenne, l'*Ostpolitik* des pays d'Europe centrale doit être réévaluée à l'aune des événements qui ont suivi la révolution de Maïdan. La crise ukrainienne, qui aurait pu renforcer leur cohésion, a fait voler en éclats l'unité de façade. A tel point que le correspondant est-européen de *The Economist* a pu écrire : « L'Ukraine aurait pu placer le V4 sur la carte géopolitique. Au lieu de cela, elle l'a effacé »³. Chaque pays a réagi différemment, selon des intérêts et des préoccupations propres, et l'on a ainsi constaté que si pendant la dernière décennie, le groupe de Visegrád avait fait profil bas, s'était montré favorable à tout ce qui pouvait préserver son voisinage de l'influence russe et avait semblé uni par un soutien tacite au Partenariat oriental, il était loin de former un bloc homogène.

Certes, la Pologne a dès le début joué un rôle actif dans la réponse à la crise ukrainienne, mais c'est en tant que membre du groupe de Weimar (France, Allemagne, Pologne), qui a finalement été préféré au groupe de Visegrád pour s'impliquer en 2014 dans les discussions concernant la situation

¹ La Cour européenne de Strasbourg a unanimement condamné en juillet 2014 la Pologne pour violation de la Convention européenne des droits de l'homme, au motif qu'elle avait accepté la présence sur son territoire de prisons de la CIA où la torture était pratiquée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme : « Le traitement auquel étaient soumises par la CIA des personnes pendant leur détention relevait de la torture » concluait la Cour. Voir « Poland and America, back sites », *The Economist*, 24 juillet 2014. Devant l'embarras de la classe politico-médiatique, un intellectuel polonais dénonça ces pratiques au nom de l'héritage des droits de l'homme de la dissidence : Sławomir Sierakowski, « Lessons from Poland's past », *New York Times*, 31 juillet 2014.

² Le V4 est un groupe informel créé en 1991, qui réunit la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie.

³ Edward Lucas, « V4 : grappling with irrelevance », *CEPolicy.org*, 30 juin 2014. Voir aussi Martin Ehl, « Will the Visegrád four survive Ukraine? », *TOL.org*, 17 juin 2014.

en Ukraine et la politique européenne de voisinage à l'Est, qu'elle a agi tant au plan européen (médiation à Kiev de la troïka des ministres des Affaires étrangères français, allemand et polonais le 21 février 2014) qu'au niveau de l'Otan (augmentation de la présence militaire américaine en Pologne pour renforcer les garanties de sécurité des pays baltes).

On le comprend mieux quand on compare l'approche polonaise et l'attitude indulgente de la Hongrie envers la politique du Kremlin en Ukraine. A Bratislava à la mi-mai, en présence de ses homologues du V4, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a jugé les régimes russe et ukrainien aussi démocratiques l'un que l'autre. Il a par ailleurs signé en 2014 avec Moscou un accord pour la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires (financés par un prêt russe). Et surtout, sans justifier l'annexion de la Crimée au nom de la protection des populations russophones, il a demandé au gouvernement de Kiev une autonomie et des garanties pour la protection de la minorité hongroise d'Ukraine (estimée à un quart de million d'habitants)⁴.

A mi-chemin entre les positions polonaise et hongroise se trouvent celles de la République tchèque et de la Slovaquie. Toutes deux condamnent l'annexion de la Crimée et se montrent prudentes en ce qui concerne les sanctions prises par l'Union européenne envers Moscou, au nom principalement de considérations commerciales. Elles refusent catégoriquement tout déploiement de troupes de l'Otan dans les pays membres de cette organisation. Lorsqu'en réponse aux appels de la Pologne et des pays baltes, le président Obama demande au Congrès américain de débloquer un milliard de dollars supplémentaire pour augmenter la présence militaire américaine en Europe de l'Est, le Premier ministre tchèque déclare le 4 juin 2014 à Vienne que son pays « ne soutient pas le renforcement de la présence militaire de l'Otan en Europe⁵ ». Son homologue slovaque, Robert Fico, va jusqu'à comparer un éventuel déploiement de forces de l'Otan sur son territoire à l'invasion soviétique de 1968...

On peut proposer trois explications complémentaires à la relative indulgence de certains pays d'Europe centrale à l'égard de Vladimir Poutine. D'abord, on l'a dit, une partie de leur *establishment* privilégie ses intérêts économiques (le commerce et des degrés divers de dépendance énergétique). Ensuite, ils ont commencé à douter, sous l'administration de Barack Obama (« pivot vers l'Asie ») de la détermination des partenaires de l'Otan de les défendre dans le contexte de ce que l'on appelle une « guerre hybride » dans le voisinage ukrainien. Enfin – et cela s'applique surtout à la Hongrie – on note une certaine convergence dans l'approche de la « démocratie souveraine » (de Vladimir Poutine) et la « démocratie "non-libérale" » (de Victor Orbán).⁶

Un étrange climat d'entre-deux règne, vingt-cinq ans après la chute du Mur et de l'ancien régime en Europe du Centre-Est. A Prague, l'ex-président Vaclav Klaus approuve Poutine et dénonce Vaclav Havel comme ayant été un « communiste réformateur »⁷ (sic !) et son antipolitique⁸ moralisante comme néfaste pour la démocratie « standard ». Le président actuel Milos Zeman se montre également

⁴ La confrontation sur l'Ukraine a été vive entre les Premiers ministres hongrois et polonais lors de la conférence Globsec à Bratislava, à la mi-mai 2014. Victor Orbán a expliqué lors d'un entretien télévisé que l'on trouvait au sein de l'Union européenne différents types de régimes d'autonomie, parmi lesquels la minorité hongroise d'Ukraine pourrait choisir. Et que tout gouvernement ukrainien devrait être conscient que la Hongrie soutiendrait les demandes de cette minorité. Le moment était approprié puisque l'Ukraine est en reconstruction. Voir Martin Ehl, « Playing with fire », **TOL.org**, 20 mai 2014.

⁵ Cité par *E 15*, 9 juin 2014. L'ancien président Václav Klaus, conservateur libéral, a exprimé sa compréhension vis-à-vis de l'annexion de la Crimée au nom d'arguments historiques et politiques. Voir Andrei Illarionov et Dalibor Rohac, « Former president Klaus's flawed defence of Crimea's annexation », **WorldAffairsJournal.org**, 24 juillet 2014.

⁶ Orbán a développé le concept de « Illiberal democracy » dans un discours de juillet 2014 qui récuse la prééminence de la démocratie libérale occidentale (séparation des pouvoirs, Etat de droit) sur d'autres concepts de la démocratie fondés simplement sur le primat du principe majoritaire (aux élections et amplifié au Parlement) sur les corps intermédiaires réputé politiquement neutres (Cour constitutionnelle, Banque centrale, Cour des comptes, etc). Voir <http://budapestbeacon.com/public-policy/full-text-of-viktor-orbans-speech-at-baile-tusnad-tusnadfurdo-of-26-july-2014/>

⁷ Vaclav Klaus, « Nikdy Havlovi neodpustim » (Jamais je ne pardonnerai à Havel), *MFDnes*, 1^{er} novembre 2014.

⁸ Une conception de la politique non réductible à la compétition entre partis politiques.

compréhensif envers le président russe, et tient des propos méprisants à l'égard de ses opposants (Khodorkovsky ou les Pussy Riots), tandis que le ministre des Affaires étrangères considère opportun d'abandonner l'héritage « droit-de-l'homme » de Havel. Alors que les Ukrainiens tentent de présenter la révolution de Maïdan comme un prolongement de 1989, en Europe centrale l'humeur est plus au désenchantement qu'à la commémoration.

La Pologne, au lieu de célébrer le passé, savoure son entrée dans la cour des grands : la nomination de son Premier ministre Donald Tusk à la présidence du Conseil européen est le symbole le plus fort du parcours européen qu'elle a accompli au cours du dernier quart de siècle.

Mais c'est sans doute la Roumanie qui à sa façon vient de tourner véritablement la page de 1989. A la surprise générale, les élections présidentielles des 2 et 16 novembre 2014 y ont offert la victoire à un ressortissant de la minorité ethnique allemande et protestante de Transylvanie (1 % de la population), le libéral Klaus Iohannis. Son adversaire, le Premier ministre social-démocrate (PSD) était pourtant donné vainqueur, mais une grande mobilisation des électeurs entre les deux tours, surtout parmi les trois millions de Roumains de l'étranger (plus de 10 % de l'électorat)⁹ en a décidé autrement. Les électeurs ont voulu éviter de donner tous les pouvoirs au seul PSD, qui contrôle déjà le Parlement et le gouvernement. Cette considération a prévalu sur les relents nationalistes et obscurantistes de la campagne menée par Victor Ponta avec le soutien de l'Eglise orthodoxe roumaine contre un « étranger » non orthodoxe. On ne peut s'empêcher de faire un parallèle historique : comme en 1877, lorsque les Roumains appelèrent sur leur trône un Hohenzollern pour rétablir l'ordre après une période de chaos, les Roumains ont aujourd'hui de nouveau choisi un « Allemand » pour mettre un terme à la corruption et établir l'Etat de droit. Le slogan électoral de Iohannis était : « Pour une Roumanie de la chose bien faite » !

⁹ Pour une analyse de cette mobilisation surprenante entre les deux tours, voir l'article de Irina Boulin-Ghica, « Vingt-cinq ans après la chute de Ceaucescu, la Roumanie entame sa vraie révolution », <http://europe-parissud.fr/analyse-des-elections-presidentielles-en-roumanie/>.